

Embargo :
13 décembre 2005
10 h 00



Conférence de presse

economiesuisse table sur une croissance économique entre 1,5 % et 2,0 % pour 2006

Après une croissance solide en 2005, 1,7 % en termes réels, la Fédération des entreprises suisses table sur une conjoncture favorable en 2006 et une croissance économique pouvant atteindre 2,0 %. Les exportations des entreprises suisses devraient connaître une évolution favorable grâce à leur compétitivité en termes de prix sur le marché mondial. Au niveau national, economiesuisse s'attend également à une évolution solide, même si les perspectives en matière d'emploi ne sont pas au beau fixe.

La conjoncture suisse s'est affermie en 2005

Si elle a connu des difficultés en début d'année, l'économie suisse a nettement gagné en dynamisme au cours de ces derniers mois. Les chiffres sont particulièrement réjouissants pour les exportations de montres, d'instruments de précision et de produits chimiques et pharmaceutiques. Depuis le mois de septembre, on observe une augmentation de la consommation, en particulier dans le secteur de l'automobile et pour les nuitées d'hôtel des Suisses, bien que le climat de consommation soit encore légèrement maussade. L'activité dans le domaine de la construction a connu une évolution relativement positive sur l'ensemble de l'année, tant dans le segment des logements que dans celui des constructions à caractère industriel ou commercial. En ce qui concerne les investissements d'équipement, on constate une légère augmentation depuis le milieu de l'année.

Ces derniers mois, l'évolution des prix a été marquée par la hausse des prix du pétrole. Néanmoins, le coût de la vie a augmenté de 0,3 % en 2005, si on ne tient pas compte du coût de l'énergie et d'autres biens aux prix volatils.

Pour 2005, economiesuisse s'attend à une croissance réelle de 1,7 %. Ainsi, cette année se caractérise par une solide croissance, après une belle progression de 2,1% l'année dernière. Toutefois, il n'y a encore guère eu de mouvement sur le marché du travail et le taux moyen de chômage, avec 3,8 %, se situe au même niveau que l'année dernière. Avec 1,2 %, l'inflation moyenne est un peu plus élevée que l'an passé, en raison du prix du pétrole.

Perspectives positives aussi pour 2006

L'économie mondiale étant toujours en expansion, la conjoncture en Suisse reste orientée à la hausse. Grâce à des prix compétitifs, la marche des affaires des entreprises exportatrices continuera sur sa lancée, même si l'élan expansionniste pourrait être un peu moins vigoureux qu'en 2005. Avec un taux de progression de 1,5%, les dépenses de consommation augmenteront au rythme de la croissance du revenu réel. Les incertitudes sur le marché du travail et la hausse des coûts dans les domaines de la santé et des assurances sociales continuent d'assombrir les perspectives des ménages.

En ce qui concerne les investissements des entreprises, l'intensification de l'utilisation des capacités de production industrielles aura un effet positif et le moment est également venu de procéder à des investissements en vue de remplacer ou de rationaliser les installations. Dans le secteur de la construction, il faut s'attendre au maintien d'une activité intense, grâce aux conditions de financement qui restent bonnes et à un carnet de commande bien rempli. L'hôtellerie peut s'attendre à une nouvelle augmentation des nuitées des hôtes étrangers. Dans le reste du secteur des services, l'activité restera soutenue en 2006.

Pour 2006, *economiesuisse* s'attend à une croissance économique réelle comprise entre 1,5 % et 2,0 %. En anticipant des prix du pétrole en léger recul et une plus forte pression concurrentielle dans l'économie intérieure, on peut tabler sur une inflation moyenne de 0,8 %. Le taux de chômage ne reculera que légèrement, à 3,6 %, vu que l'accroissement de l'offre de travail continue de peser sur le marché de l'emploi.

Catalogue des exigences de politique économique pour 2006

Du point de vue de l'économie, il convient, en 2006, de prendre des décisions de politique économique importantes, qui sont capitales pour la croissance à venir.

Après une assez longue période de politique monétaire expansionniste, la question se pose pour la Banque nationale, dans l'intérêt d'une politique crédible de stabilité, de savoir si un changement de cap est opportun.

Dans la politique de formation, un nouvel article constitutionnel sera soumis au vote l'an prochain. Bien que ce projet ne constitue pas une révision en profondeur, il améliore la collaboration entre la Confédération et les cantons.

La révision imminente du droit des brevets est essentielle pour une économie suisse innovante. Il importe en outre de faire avancer la modernisation du droit d'auteur actuellement en cours.

Sur le plan de la politique fiscale, l'année 2006 sera placée sous le signe de la réforme de l'imposition des sociétés II. Par ailleurs, il importe de simplifier l'aspect administratif de la taxe sur la valeur ajoutée. Il convient également de prendre en main l'imposition des couples mariés.

L'objectif de la consolidation du budget via les dépenses reste une priorité pour 2006. Le Conseil fédéral et le Parlement devraient faire acte de bravoure et introduire des réformes structurelles dans les domaines particulièrement coûteux comme la prévoyance sociale, les transports, etc.

En ce qui concerne la politique de la concurrence, il faut venir à bout de toutes les barrières sous forme de prescriptions techniques particulières ou de déclarations supplémentaires.

Dans le domaine de l'énergie, il convient de promouvoir une ouverture sereine du marché de l'électricité et d'encourager prudemment les énergies renouvelables.

Dans la politique économique extérieure, il s'agit de clore avec succès le cycle de Doha, qui doit aboutir à une libéralisation rapide et étendue dans les domaines des services, des biens industriels et de la facilitation du commerce.

Zurich, le 13 décembre 2005

Pour toute question :

Rudolf Walser, économiste en chef d'économiesuisse, 044 421 35 35